COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT N°001/LSHI/05/2022

Dénonciation des embouteillages (Bouchons) entretenus, création des postes de contrôle illégaux, vols et tracasseries dont sont victimes les transporteurs routiers sur le tronçon Kolwezi-Kasumbalesa.

Les Organisations et plateformes de la Société Civile signataires du présent communiqué de presse dénoncent les embouteillages entretenus, la création des points de contrôles illégaux, vols et tracasseries dont sont victimes les importateurs et transporteurs qui utilisent le tronçon routier Lubumbashi-Kasumbalesa, ville frontalière entre la République Démocratique du Congo et la Zambie.

En effet, en raison des complications en matière de dédouanement organisées par l'administration douanière au poste frontalier principal avec la Zambie, des centaines camions se retrouvent bloqués le long de la route couvrant des kilomètres à parcourir du poste frontalier de Kasumbalesa jusqu'au poste de péage ou après ledit poste pendant plusieurs jours.

Cette situation liée à la lenteur des formalités administratives douanières entretenue et encourage par les douaniers et les agents de l'immigration, promeut la contrebande et favorise les arrangements illégaux ou paiements des pots des vins a différents agents de l'Etat, créant ainsi des pratiques de la corruption au préjudice du Trésor Public.

L'enquête menée sur terrain démontre que les bouchons entraînent des retards inopportuns pour les livraisons des marchandises importées que doivent effectuer les chauffeurs alors que des pots de vins sont exigées en guise de motivation pour accélérer le traitement des dossiers.

Ces pots de vins exigés par les agents de l'Etat entrent dans les poches des individus au détriment du trésor public

Les signataires du présent communiqué déplorent également les tarifs excessif pratiqués dans les six postes de péage routier sur les 400 km du tronçon Kolwezi-Lubumbashi-Kasumbalesa dont les retombées ne sont pas toujours visibles dans la nouvelle ville frontalière de Kasumbalesa malgré l'abondance du trafic.

Pour parcourir cet axe stratégique de 400 km, les poids-lourds déboursent quelques 500 dollars américains, soit 1.000 dollars en aller-retour sans compter les divers paiements illégaux dont ces transporteurs sont également victimes de la part des autres services de l'Etat qui se sont établis irrégulièrement le long de cette route nationale.

Les Organisations de la Société civile rappellent que cette situation ternit l'image du pays et est en contradiction avec la vision du Gouvernement Congolais d'assainir les climats des affaires tant elle nuit à la fluidité du trafic et à la rentabilité du secteur.

De ce qui se précède, les organisations de la Société Civile signataires recommandent :

- **A Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat :**
- D'exiger la renégociation de ce contrat de concession entre le Gouvernement congolais et l'entreprise SOPECO SGR.

- **Au Ministre des Finances :**
  - De sanctionner tous les responsables des services douaniers impliqués dans cette tracasserie entretenue ;
  - De revoir à la baisse les barèmes par péages tenant compte de la moyenne dans la sous-région de l'Afrique Australe afin d'assurer la fluidité et la rentabilité dans ce secteur ;
  - D'informatiser tous les postes de péage au pays, prioritairement ceux du Haut-Katanga et du Lualaba afin de combattre les détournements et enrichissements illicites de certains agents de l'Etat.

- **Au Ministre des Infrastructures et Travaux publics :**
  - D'initier une commission d'enquête afin de clarifier cette situation et apporter des solutions idoines pour les transporteurs et opérateurs économiques victimes des retards et diverses autres tracasseries.

- **A la Ministre des Mines et la délégation gouvernementale à DRC Mining Week :**
  - De descendre sur terrain à Kasumbalesa et faire la route jusqu'à Kolwezi afin de voir ce qui se passe et proposer des solutions durables au gouvernement de la République sur ce dossier.

Fait à Lubumbashi, le 31 mai 2022.

Les organisations et plateformes signataires :

- Réseau des Communicateurs de l'Environnement (RCEN), Lubumbashi
- Plateforme des Organisations de la société civile intervenant dans le secteur Minier (POM), Lubumbashi et Kolwezi
- Press-Club RDC, Lubumbashi
- Réseau des Communicateurs Humanitaires, Lubumbashi
- Tous Pour la RDC, Kinshasa
- Comprendre et Agir dans le Secteur Minier Industriel et Artisanal, Kolwezi et Lubumbashi
- Plateforme des Organisations de la Société Civile Oeuvrant dans la Décentralisation et les Finances Publiques (PODEFIP), Lubumbashi et K-
- THE HOUSE OF CONGOLESE HUMAIN RIGHTS RDC
- Réseau des environnementalistes et communicateurs sur les Ressources Naturelles (Haut-Uélé, Bas-Uélé et Ituri)
- Féderation des Exploitatnts Artisanaux du Territoire de Watsa, Haut-Ulélé
- LICOCO, Kinshasa
- CERN CENCO, Kinshasa
- Touche Pas A Mon Cobalt, Kolwezi et Haut-Katanga
- Société Civile, Secteur Kibali
- Nouvelle Société Civile Congolaise, Territoire de Watsa
- Club Bunker, Kinshasa
-Société Civile du Congo (SOCICO/Haut-Uélé)
-Cercle pour la Promotion de Droits de l'homme (Haut-Uélé)
-Me Lolo BITUM LOPA, Chercheur sur les ressources naturelles et droit des communautés riveraines.